



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale de l'administration
et de la modernisation**

Direction des affaires financières

Sous-direction du budget

Bureau de la masse salariale et des rémunérations à l'étranger

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP)**

**Fourniture d'indices et d'enquêtes
sur l'évolution des prix, le coût de la vie,
le logement et les conditions de vie à l'étranger**

MEAE_24078_DAF

Table des matières

1	PREAMBULE	3
2.	OBJET DU MARCHE	4
3.	NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	4
3.1	Mission 1 : indices trimestriels d'évolution des prix des biens et services à l'étranger .	4
3.2	Mission 2 : enquêtes et indices relatifs au coût de la vie, au coût du logement et aux conditions de vie.....	7
4	ANNEXES	11

1 PREAMBULE

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) assure la gestion et le pilotage du réseau diplomatique et consulaire français, qui est l'un des plus importants au monde (165 ambassades et 95 consulats généraux environ). Près de 4500 agents du MEAE y sont affectés (hors personnels de droit local). Leur profil est très varié, tout comme les missions qu'ils exercent (cadres, agents d'exécution, etc.).

Outre le traitement indiciaire, les agents expatriés perçoivent une indemnité de résidence à l'étranger (IRE), qui constitue leur principal élément de rémunération. L'IRE est notamment destinée à compenser les charges liées aux conditions locales d'existence, selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur. Elle est également versée aux personnels expatriés qui relèvent d'autres ministères ou établissements publics administratifs.

Le montant de l'IRE est lié au pays et/ou à la localité d'affectation. Il existe environ 250 grilles d'IRE – chacune d'elle correspondant à un pays ou à une ville – qui sont réparties dans les zones suivantes :

- Afrique du Nord et Moyen-Orient ;
- Afrique (subsaharienne) et océan Indien ;
- Amérique et Caraïbes ;
- Asie et Océanie ;
- Europe (Union européenne) ;
- Europe continentale.

Il revient au MEAE de calculer et d'ajuster, à la hausse comme à la baisse, le montant de l'IRE pour l'ensemble des personnels de l'Etat concernés, en concertation avec le ministère chargé des comptes publics. A cette fin, le MEAE se procure depuis 1997 des indices d'évolution des prix des biens et services à l'étranger, ainsi que des indices et enquêtes sur le coût de la vie, le logement et les conditions de vie, objet du présent marché.

Les IRE sont ajustées chaque trimestre, *via* le mécanisme dit du « change-prix », qui vise à tenir compte des variations de prix et du cours de l'euro par rapport aux monnaies locales. Ces variations, appelées taux d'ajustement, sont calculées selon une méthodologie constante, en cumulant les indices trimestriels d'évolution des prix des biens et services (objet de la mission 1, voir *infra*) et l'évolution des taux de change – que l'administration détermine sans solliciter de prestation spécifique. Les taux d'ajustement sont publiés au *Journal officiel* par voie d'arrêté.

En complément du change-prix, un exercice annuel dit de « reclassement » au 1^{er} janvier vise à s'assurer que le montant des IRE est adapté à l'évolution des conditions de vie, du coût de la vie et du coût du logement. Les indices et enquêtes annuels de conditions de vie, de coût de la vie et de coût du logement (ayant Paris pour base 100) relatifs aux pays et aux villes dans lesquels une ambassade, un consulat, ou toute autre structure affiliée sont implantés (objet de la mission 2, voir *infra*) constituent des données objectives, qui permettent de calculer et de justifier une proposition de reclassement, à la hausse ou à la baisse.

Il est à noter que les taux d'ajustement de l'IRE sont également utilisés pour le calcul d'autres indemnités d'expatriation, telle que l'indemnité supplémentaire servie aux volontaires internationaux en administration et en entreprise.

Les exercices d'ajustement sont effectués selon un calendrier fixe. Les dates de livraison des indices et enquêtes doivent donc être strictement respectées.

Dans le présent cahier des charges, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est désigné sous le terme « le ministère » ou « l'administration », tandis que la société retenue pour l'exécution du marché est désignée sous le terme « le titulaire ».

2 OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la fourniture d'indices et d'enquêtes sur l'évolution des prix, le coût de la vie, le logement et les conditions de vie à l'étranger.

Le présent cahier des clauses techniques particulières décrit les conditions dans lesquelles le titulaire, conformément aux documents contractuels régissant le présent marché, fournit :

- 1) Trimestriellement, des indices d'évolution des prix des biens et services à l'étranger pour les agents de l'Etat expatriés ;
- 2) Annuellement, des indices et enquêtes relatifs au coût de la vie, au coût du logement et aux conditions de vie pour ces mêmes agents.

3 NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

3.1 Mission 1 : indices trimestriels d'évolution des prix des biens et services à l'étranger

3.1.1 Description

Le titulaire fournit trimestriellement des indices d'évolution des prix des biens et services à l'étranger.

3.1.2 Zones géographiques concernées

Le titulaire fournit les indices trimestriels pour toutes les grilles d'IRE listées en annexe 1 du présent CCTP. Il transmet également annuellement la liste des autres pays ou localités pour lesquels il collecte par ailleurs les données nécessaires à la production des indices intéressant l'administration.

Si, en cours de marché et pour des raisons de forces majeures, le titulaire n'est plus en mesure de fournir des indices spécifiques pour certaines des localités énumérées dans l'annexe 1, il devra proposer des localités de substitution à l'Administration. Le recours à des localités de substitution devra rester exceptionnel.

Les modalités de substitution sont les suivantes : le titulaire fournit les indices d'une autre ville, si possible du même pays, géographiquement proche et présentant des caractéristiques similaires.

Le titulaire communique la liste des villes de substitution auxquelles il a eu recours à l'Administration, qui se réserve le droit de refuser une proposition en ce sens, si elle juge qu'une ville proposée en remplacement ne répond pas aux critères précédemment mentionnés. Dans cette hypothèse, la prestation est réputée n'avoir pas été assurée par le titulaire. Cette inexécution contractuelle débute au lendemain du rejet de l'administration et expose le titulaire aux pénalités prévues à l'article 10 du CCAP.

En complément des grilles listées dans l'annexe 1, l'Administration, selon ses besoins (ex : ouverture d'un nouveau poste diplomatique), peut demander au titulaire de fournir des indices trimestriels pour d'autres localités. Cette prestation doit être explicitement prévue dans les bons de commande établis par l'Administration dans le cadre du présent marché.

Si une nouvelle localité demandée par l'Administration est déjà couverte par le titulaire, cet ajout s'effectue sans frais supplémentaire. Dans le cas où une nouvelle localité demandée n'est pas couverte par le titulaire, cet ajout est facturé sur devis (coût de déploiement).

Le titulaire applique la même méthodologie à l'ensemble des grilles pour lesquelles il fournit des indices trimestriels.

3.1.3 Modalités techniques

Afin d'établir les indices trimestriels précités, le titulaire effectue des relevés de prix réguliers (au moins deux fois par an) dans les pays et les villes correspondant aux grilles d'IRE mentionnées au 3.1.2 du présent marché.

Le titulaire établit le relevé de prix de chacun des produits comme suit :

- Les prix doivent être collectés dans la devise dans laquelle ils sont effectivement libellés. Les relevés doivent mentionner cette devise ;
- Les relevés des prix doivent préciser le nom des magasins où ils sont réalisés. Dans les pays dotés de gammes variées de magasins, les relevés devront préciser la gamme à laquelle le magasin appartient (bon marché, niveau moyen ou magasin de luxe) ;
- Les relevés de prix sont réalisés de préférence sur place par des préposés de l'entreprise, à l'exclusion des agents publics français expatriés, ainsi que des membres de leur famille. A défaut, les relevés de prix peuvent être réalisés en ligne ;
- Dans toute la mesure du possible, la période pendant laquelle le titulaire procède au relevé des prix dans un pays donné ne doit pas excéder un mois calendaire.

Le titulaire précise à l'administration la fréquence et les modalités des relevés de prix effectués, ainsi que la période au cours de laquelle ces relevés sont réalisés. Le cas échéant, à la demande de l'administration, le titulaire indique les modalités d'actualisation des prix effectuées entre deux relevés.

3.1.4 Méthodes de calcul

Les relevés de prix doivent porter sur un nombre minimum de 150 produits, répartis dans les secteurs de consommation suivants :

- Produits alimentaires (au minimum, viandes, poissons, épicerie, fruits et légumes, eau et autres boissons) ;
- Transports (publics et personnels) ;
- Hygiène et santé (soins médicaux et hospitaliers, médicaments) ;
- Equipement ménager (notamment, climatiseurs et produits d'entretien) ;
- Habillement et chaussures ;
- Loisirs / restauration / tourisme ;
- Aide à domicile et services (ménage, jardinage, gardiennage) ;
- Communications (courrier, téléphone fixe, téléphone mobile, internet, etc.)
- Energie et fluides (eau, électricité, gaz, etc.).

Une pondération entre les secteurs de consommation doit aussi être définie. Cette pondération doit, dans toute la mesure du possible, être identique pour toutes les villes concernées. En cas de modification de la pondération ou des produits inclus dans chaque secteur de consommation, le titulaire informe l'administration dans les plus brefs délais *et au plus tard* trois mois avant la modification effective.

Sur la base des relevés de prix effectués et de la pondération définie, le titulaire établit, pour chaque ville concernée, un indice d'évolution des prix des biens et services. Ces indices doivent être réalisés à partir des relevés de prix libellés dans la monnaie locale.

Si un indice est extrapolé pour un trimestre n, il doit, dans toute la mesure du possible, être vérifié à l'occasion de la livraison prévue pour le trimestre n+1. Lors de chaque livraison d'indices, le titulaire doit préciser à l'administration l'origine des indices fournis (relevé de prix et date à laquelle le relevé a été effectué, ou extrapolation d'indice). En cas d'extrapolation, le titulaire fournit à l'administration toutes les précisions utiles quant à la méthode appliquée.

Le titulaire fournit à l'administration, pour chaque grille d'IRE concernée :

- Les indices d'évolution des prix des biens et services ;

- Les relevés de prix et les rapports de mission afférents et, le cas échéant, une trame vierge d'enquête correspondante, à la demande de l'administration ;
- Les pondérations appliquées aux secteurs de consommation et, si possible, aux produits.

3.1.5 Présentation des résultats

L'ensemble des documents est fourni de préférence en langue française, ou à défaut, en anglais, en version informatique (Excel), avec la mention des codes pays communiqués par l'administration, aux adresses électroniques précisées par l'administration au titulaire lors de la notification du marché.

Le titulaire met également les données à la disposition de l'administration sur une plateforme électronique dédiée.

Les résultats sont présentés d'après le modèle suivant :

Code pays fourni par l'administration	Pays (ordre alphabétique)	Indice mois (n- 6)	Indice mois (n- 5)	Indice mois (n- 4)	Indice mois (n- 3)	Indice mois (n- 2)	Indice mois (n- 1)	Indice trimestriel [(n-6)+(n- 5)+(n-4)]/3	Indice trimestriel [(n-3)+(n- 2)+(n-1)]/3	VARIATION en pourcentage
								A	B	$[(B/A)-1]*100$

Dans ce tableau, n désigne le mois de fourniture des indices.

Exemple :

- « n » représente le mois de février, n-3 le mois de novembre ;
- L'indice à fournir le 1er février porte donc sur les mois de janvier (n-1), de décembre (n-2) et de novembre (n-3) de l'année précédente ;
- Le tableau comprend le rappel des indices des mois d'août (n-6), septembre (n-5) et octobre (n-4) de l'année précédente ou, à défaut, le rappel de l'indice trimestriel correspondant ;
- L'indice trimestriel B, soit $((n-3)+(n-2)+(n-1)) / 3$ est la moyenne des indices de novembre, décembre et janvier ;
- L'indice trimestriel A, soit $((n-6)+(n-5)+(n-4)) / 3$ est la moyenne des indices de août, septembre et octobre.

3.1.6 Dates de livraison des indices

Les dates, impératives, de fourniture des indices, sont :

- Le 1er février de l'année n : indice du trimestre novembre, décembre de l'année n-1, et janvier de l'année n ;
- Le 1er mai de l'année n : indice du trimestre février, mars et avril de l'année n ;
- Le 1er août de l'année n : indice du trimestre mai, juin et juillet de l'année n ;
- Le 1er novembre de l'année n : indice du trimestre août, septembre et octobre de l'année n.

3.2 Mission 2 : enquêtes et indices relatifs au coût de la vie, au coût du logement et aux conditions de vie

3.2.1 Zones géographiques concernées et dates de livraison

Le titulaire fournit chaque année des enquêtes et indices relatifs au coût de la vie, au coût du logement et aux conditions de vie pour un expatrié pour les grilles listées dans l'annexe 2 et dont la date de livraison est fixée le 30 octobre au plus tard.

En complément, l'Administration, selon ses besoins, peut demander au titulaire de fournir des enquêtes et indices actualisés relatifs au coût de la vie et au coût du logement pour les grilles listées dans l'annexe 2bis. Cette prestation doit être explicitement prévue dans les bons de commande établis par l'Administration dans le cadre du présent marché. La date de livraison est fixée au 1^{er} mai au plus tard.

Le titulaire transmet aussi annuellement la liste des autres pays ou localités pour lesquels il collecte par ailleurs les données nécessaires à la production des indices intéressant l'administration.

Si, en cours de marché et pour des raisons de forces majeures, le titulaire n'est plus en mesure de fournir des indices spécifiques pour certaines des localités énumérées dans l'annexe 2, il devra proposer des localités de substitution à l'Administration. Le recours à des localités de substitution devra rester exceptionnel.

Les modalités de substitution sont les suivantes : le titulaire fournit les indices d'une autre ville, si possible du même pays, géographiquement proche et présentant des caractéristiques similaires. Le titulaire communique la liste des villes de substitution auxquelles il a eu recours à l'Administration, qui se réserve le droit de refuser une proposition en ce sens, si elle juge qu'une ville proposée en remplacement ne répond pas aux critères précédemment mentionnés. Cette inexécution contractuelle débute au lendemain du rejet de l'administration et expose le titulaire aux pénalités prévues à l'article 10 du CCAP.

En complément des grilles listées dans l'annexe 2 et 2bis, l'Administration, selon ses besoins (ex : création d'un nouveau poste diplomatique), peut demander au titulaire de fournir des indices annuels pour d'autres localités. Cette prestation doit être explicitement prévue dans les bons de commande établis par l'Administration dans le cadre du présent marché.

Si une nouvelle localité demandée par l'Administration est déjà couverte par le titulaire, cet ajout s'effectue sans frais supplémentaire. Dans le cas où une nouvelle localité demandée n'est pas couverte par le titulaire, cet ajout est facturé sur devis (coût de déploiement).

Le titulaire applique la même méthodologie pour toutes les grilles qu'il couvre lors de ses enquêtes.

3.2.2 Mission 2.1 / Coût de la vie : enquêtes et indices annuels

Le titulaire fournit des enquêtes et des indices de coût de la vie pour un agent de l'Etat expatrié, par rapport au coût de la vie à Paris.

3.2.2.1 Modalités techniques

Les enquêtes doivent être effectuées dans les pays et les villes correspondant aux grilles énumérées dans les annexes mentionnées au 3.2.1 du présent CCTP.

Le titulaire établit le relevé de prix de chacun des produits comme suit :

- Les prix doivent être collectés dans la devise dans laquelle ils sont effectivement libellés. Les relevés doivent mentionner cette devise ;
- Les relevés des prix doivent préciser le nom des magasins où ils sont réalisés. Dans les pays dotés de gammes variées de magasins, les relevés devront préciser la gamme à laquelle le magasin appartient (bon marché, niveau moyen ou magasin de luxe) ;

- Les relevés de prix sont réalisés sur place par des préposés du titulaire, à l'exclusion des agents publics français expatriés, ainsi que des membres de leur famille ;
- La période pendant laquelle le titulaire procède au relevé des prix dans un pays donné ne doit pas excéder un mois calendaire, dans toute la mesure du possible.

Le titulaire précise à l'administration les modalités des relevés de prix effectués, ainsi que la période au cours de laquelle ces relevés sont réalisés.

3.2.2.2 Méthodes de calculs

Les relevés de prix doivent porter sur les mêmes produits et les mêmes secteurs de consommation que ceux mentionnés au 3.1.4 du présent CCTP, pour la mission 1.

Les produits constitutifs des secteurs de consommation précités sont affectés :

- d'un prix, dans les mêmes conditions que celles fixées pour la mission 1 ;
- d'une pondération déterminée par le titulaire, qui doit être identique à celle retenue pour la mission 1.

Une pondération entre les secteurs de consommation précités doit être appliquée. Elle doit être identique à celle établie pour la mission 1. Elle doit être identique pour l'ensemble des pays et villes étudiés, dans toute la mesure du possible, de façon à ce que des comparaisons puissent être établies.

Sur la base des relevés de prix effectués et de la pondération définie, le titulaire établit, pour les pays et villes concernés, un indice du coût de la vie local. Cet indice est calculé par rapport au coût de la vie à Paris, qui correspond à une base 100. Les indices doivent refléter le niveau des prix constatés et doivent être réalisés à partir des relevés de prix libellés dans la monnaie locale.

Le titulaire fournit à l'administration, pour chaque grille d'IRE concernée :

- L'indice relatif du coût de la vie (base 100 Paris) pour les pays et les villes concernés ;
- Les relevés de prix et les rapports de mission afférents et, le cas échéant, une trame vierge d'enquête correspondante, à la demande de l'administration ;
- La pondération appliquée aux secteurs de consommation ;
- L'indice moyen par secteur.

3.2.2.3 Présentation des résultats

L'ensemble des documents est fourni de préférence en langue française, ou à défaut, en anglais, en version informatique, aux adresses électroniques précisées par l'administration au titulaire lors de la notification du marché :

- Les indices relatifs au coût de la vie sont livrés sous format Excel avec la mention des codes pays communiqués par l'administration ;
- Le titulaire transmet les rapports détaillés sur le coût de la vie par grille,
- Le titulaire met également les données à la disposition de l'administration sur une plateforme électronique dédiée.

3.2.3 Mission 2.2 / Coût du logement : enquêtes annuelles

Le titulaire fournit des enquêtes de coût du logement pour les agents de l'Etat expatriés.

3.2.3.1 Modalités techniques

Le titulaire communique les loyers mensuels pour différents types de logements ayant vocation à être occupés par des agents de l'Etat expatriés dans différents types de quartiers, en indiquant leur localisation et les références des agences.

Les loyers mensuels relevés doivent porter sur un logement non meublé d'une superficie de 80 à 120 m², situé dans un bon quartier.

Les enquêtes doivent être effectuées dans les pays et les villes correspondant aux grilles énumérées dans les annexes mentionnées au 3.2.1 du présent CCTP.

Le titulaire établit les relevés de loyers comme suit :

- Les relevés des loyers doivent se faire dans la devise dans laquelle ils sont effectivement libellés. Les relevés doivent mentionner cette devise ;
- Les relevés des loyers doivent préciser le nom et le type de quartiers où ils sont réalisés ;
- Les relevés de loyers sont réalisés sur place par des préposés de l'entreprise, à l'exclusion des agents publics français expatriés, ainsi que des membres de leur famille ;
- La période pendant laquelle le titulaire procède au relevé des logements dans un pays donné ne doit pas excéder un mois calendaire, dans toute la mesure du possible.

A la demande de l'administration, le titulaire fournit, pour un pays donné, l'ensemble des relevés de loyers, ainsi que les rapports détaillés afférents mentionnant les sources utilisées et, le cas échéant, une trame vierge d'enquête correspondante.

3.2.3.2 Méthodes de calculs

Les montants communiqués doivent refléter le niveau des loyers constatés localement, hors de toute conversion dans une autre devise que l'euro.

Le titulaire communique à l'administration les relevés des loyers selon une méthodologie identique dans chaque ville, de façon à ce que des comparaisons puissent être établies entre les villes objets de l'enquête.

3.2.3.3 Présentation des résultats

L'ensemble des documents est fourni de préférence en langue française, ou à défaut, en anglais, en version informatique (Excel) aux adresses électroniques précisées par l'administration au titulaire lors de la notification du marché.

Le titulaire met également les données à la disposition de l'administration sur une plateforme électronique dédiée.

3.2.4 Mission 2.3 / Conditions de vie : enquêtes et indices annuels

Conformément à son offre, le titulaire fournit annuellement :

- Les enquêtes détaillées relatives aux conditions de vie pour un expatrié, par pays et par ville étudiés ;
- Des indices de condition de vie pour les agents expatriés établis par rapport aux conditions de vie à Paris.

3.2.4.1 Modalités techniques

Les enquêtes doivent être effectuées pour les pays et les villes mentionnés à l'annexe 2 du présent CCTP.

Le titulaire applique la même méthodologie à l'ensemble des grilles pour lesquels il fournit les enquêtes et indices demandés.

3.2.4.2 Méthodes de calcul

Les enquêtes portent notamment sur les domaines suivants, qui sont constitués de plusieurs critères :

- Environnement politique : régime politique, libertés individuelles, indépendance des médias conditions d'entrée dans le pays, liberté d'aller et venir ;
- Environnement économique et services : accès à l'eau et à l'électricité, connexion internet, fiabilité des services bancaires, accès aux devises, disponibilité des biens de consommation, développement des transports (internationaux et internes) ;
- Environnement social : délinquance et sécurité, pauvreté, indicateurs de développement humain ;
- Santé et infrastructures médicales : maladies endémiques, qualité des soins médicaux et de l'offre hospitalière, accès aux médicaments ;
- Environnement et climat : pollution de l'air, conditions climatiques générales ;
- Loisirs présence de centres de loisirs/espaces verts, diversité de l'offre de divertissements.

Les critères associés aux domaines mentionnés ci-dessus sont énumérés à titre indicatif. Chacun de ces domaines peut en effet être divisé en autant de critères que le titulaire le jugera approprié.

Chaque critère est affecté d'une note, attribuée par référence à une table de notation établie par le titulaire.

Une pondération entre les domaines est aussi définie.

Cette pondération doit être identique pour l'ensemble des pays et des villes étudiées, dans toute la mesure du possible, de façon à ce que des comparaisons puissent être établies.

Le titulaire communique à l'administration :

- Les indices de condition de vie établis par le titulaire pour l'ensemble des pays et des villes concernées, par rapport aux conditions de vie à Paris, qui correspondent à un indice 100 ;
- La pondération entre les domaines ;
- Les enquêtes détaillées relatives aux conditions de vie, par pays et par ville étudiés ;
- L'indice moyen par domaine et les note par critère.

Le titulaire communique en outre les informations qu'il juge pertinentes en matière de conditions de vie (évolution des conditions de sécurité, de l'approvisionnement, apparition d'épidémies, etc.).

3.2.4.3 Présentation des résultats

L'ensemble des documents est fourni de préférence en langue française, ou à défaut, en anglais, , en version informatique, aux adresses électroniques précisées par l'administration au titulaire lors de la notification du marché :

- Les indices de conditions de vie sont livrés sous format Excel par critère et par pays avec la mention des codes pays communiqués par l'administration ;
- Les rapports détaillés sur les conditions de vie par grille ;

- Le titulaire met également les données à la disposition de l'administration sur une plateforme électronique dédiée.

4 ANNEXES

Annexe 1 - Indices trimestriels d'évolution des prix des biens et services à l'étranger - Liste des grilles d'IRE

Annexe 2 - Enquêtes et indices annuels relatifs au coût de la vie, au coût du logement et aux conditions de vie - Liste des grilles d'IRE

Annexe 2bis - Enquêtes et indices relatifs au coût de la vie et au coût du logement - Semestre 1 - Liste des grilles d'IRE

Annexe 3 - Calendrier des livraisons